



EESC Info

European Economic and Social Committee

A bridge between Europe and organised civil society

December 2020 | FR

Available Languages:

ES	BG	CS	DA	EN	DE	ET	FR	EL	GA	HR	IT	LV	LT	HU	MT
NL	PL	PT	FI	RO	SK	SL	SV								

ÉDITORIAL



Éditorial

Chères lectrices, chers lecteurs,

Je me réjouis d'endosser le rôle de vice-président du CESE dans le cadre de ce nouveau mandat. J'ai été ravi d'être élu à ce poste par mes collègues. J'estime que le rôle de la communication est essentiel dans toute organisation.

J'ai toujours été impressionné par le travail quotidien réalisé par le personnel et par les membres de ce Comité. Un nouveau mandat offre l'occasion de faire le point et de tout réexaminer avec un regard neuf. Notre capacité limitée à nous déplacer, en raison de la COVID-19, est une raison supplémentaire de saisir cette occasion pour prendre du recul.

J'estime qu'au sein de nos systèmes politiques, le rôle de la société civile est primordial. Ici, au CESE, nous donnons un sens institutionnel à ce rôle.

Notre argument de vente unique est que nous rassemblons tous les secteurs et les groupes qui sont d'ordinaire, sur le terrain, des adversaires. Nous construisons un consensus grâce à la compréhension et au respect des points de vue des uns et des autres. Et nous élaborons des contenus utiles qui ont déjà fait leurs preuves quant à la possibilité d'être mis en œuvre. Nos propositions, qui sont ancrées dans la recherche de consensus, fournissent des réponses concrètes aux difficultés auxquelles nous sommes confrontés.

C'est là le meilleur rôle que joue le CESE: établir des liens entre les parties prenantes, faire entendre leurs voix haut et fort, et élaborer des solutions pratiques qui sont justes pour l'ensemble des secteurs.

Un nouveau mandat nous offre la possibilité de nous occuper davantage des choses que nous faisons bien et de réduire ou d'éliminer ce que nous ne réussissons pas.

L'esprit de ce Comité consiste à repérer les acteurs déterminés à faire avancer les choses, et à leur donner les moyens de réaliser des travaux qui portent réellement leurs fruits.

Je suis impatient de prendre contact avec nos collègues des autres institutions pour faire en sorte que nos points de vue collectifs soient entendus. Je souhaite par ailleurs m'assurer que la communauté au sens large soit également consciente de la manière dont notre travail est reçu, et de ce que nous faisons pour garantir que les points de vue de la société civile ont été pris en compte lorsque les décisions finales sont prises.

Enfin, comme nous l'avons toujours fait, nous utiliserons nos ressources pour faciliter le dialogue entre d'autres parties prenantes, outre nos membres, de manière à réellement établir ce lien entre la société civile et les institutions européennes.

Je me réjouis d'entamer ces deux années et demie chargées et productives.

Cillian Lohan, vice-président chargé de la communication

À VOS AGENDAS

Le 10 décembre 2020, à Bruxelles

[COVID-19: Atténuer les conséquences et surmonter la crise](#) (webinaire)

Les 20 et 21 janvier 2021, à Bruxelles

Session plénière du CESE



LES FONDS DE RELANCE ET LE BUDGET NE PEUVENT PAS ÊTRE RETENUS EN OTAGE!

Le 18 novembre, Aurel Laurențiu Plosceanu, Stefano Palmieri et Cristian Pîrvulescu, présidents respectifs de la section «Emploi, affaires sociales et citoyenneté» du CESE, de la section «Union économique et monétaire et cohésion économique et sociale» du CESE et du groupe «Droits fondamentaux et état de droit» du CESE», ont publié une déclaration commune exprimant leurs vives préoccupations quant la position prise par deux gouvernements qui menaçaient d'opposer leur veto au budget de l'Union européenne si ce dernier était lié au respect de l'état de droit.

Le CESE a déjà apporté son plein soutien à la proposition de la Commission relative au train de mesures «Next Generation EU» qui devrait – avec le cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027, soit une somme totale de 1 820 milliards d'EUR – absorber le choc de la crise de la COVID-19 et permettre aux économies de l'UE de se rétablir rapidement.

Selon cette déclaration, subordonner l'utilisation des financements de l'UE au respect par les États membres de l'état de droit ne devrait pas prêter à controverse, s'agissant de l'une des valeurs fondamentales sur

lesquelles repose la construction européenne.

Vous trouverez ici le texte complet de la déclaration: <https://europa.eu/!cH83Bj>



«UNE QUESTION À ...»

Dans notre rubrique «Une question à...», nous demandons à des membres du CESE de répondre à une question d'actualité qui nous paraît particulièrement pertinente.

Nous avons posé à **M. Stefano Palmieri**, président de la section «Union économique et monétaire et cohésion économique et sociale» (ECO), la question suivante:

«Que pensez-vous du blocage du budget à long terme de l'UE et du plan de relance déclenché par trois États membres? Envisagé sous plusieurs angles, celui-ci constitue-t-il, selon vous, l'une des plus grandes crises institutionnelles et politiques auxquelles l'UE ait été confrontée?»

STEFANO PALMIERI, PRÉSIDENT DE LA SECTION ECO

J'ai été vraiment choqué lorsque j'ai appris qu'après les nouvelles encourageantes que nous avons reçues le 10 novembre, concernant l'accord intervenu entre les équipes de négociation du Parlement européen et du Conseil sur les modalités finales du prochain cadre financier pluriannuel et du Fonds pour la relance, deux États membres, rejoints ensuite par un troisième, ont brutalement décidé de prendre toute l'Europe en otage. L'appel vidéo du 19 novembre entre les dirigeants européens n'a pas non plus permis de sortir de l'impasse.

Le paquet «Next Generation EU» et le cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027, dont le montant total s'élève à 1 850 milliards d'euros, sont nécessaires de toute urgence pour permettre une relance rapide et efficace dans tous les pays, et au bénéfice de l'ensemble des citoyens de l'UE. Si un accord sur le budget et

le fonds de relance n'intervient pas prochainement, nous serons clairement confrontés à l'une des plus graves crises institutionnelles et politiques de l'histoire de l'Union. Cette crise ne sera, loin s'en faut, pas seulement politique et institutionnelle mais accentuera également davantage la crise économique et sociale que nous traversons actuellement.

J'ai immédiatement réagi au blocage au Conseil en publiant un communiqué de presse conjointement avec mes estimés collègues Aurel Laurențiu Plosceanu, président de la section SOC, et Cristian Pîrvulescu, président du groupe du CESE sur les droits fondamentaux et l'état de droit.

Le plus révoltant dans ces événements est que les deux gouvernements en question bloquent le fonds de relance dans le but d'éviter tout conditionnement des fonds du budget européen au respect de l'état de droit. Les droits de l'homme et l'état de droit sont inhérents aux sociétés démocratiques. Ces valeurs, qui sont consacrées à l'article 2 du traité UE, ne devraient pas susciter d'opposition. Ces principes ne sont pas négociables!

Permettez-moi de terminer sur une note positive: au cours de son histoire, l'UE a fait la preuve de sa capacité hors pair de parvenir à des compromis, même sur des questions politiquement controversées et complexes. J'espère sincèrement qu'à terme, nous sortirons également de cette impasse. Je ne veux, à ce stade, envisager aucune autre issue.

Plusieurs analystes politiques et économiques ont suggéré d'aller de l'avant avec le plan de relance dans le cadre d'une procédure de coopération renforcée et de découpler celui-ci du CFP en cas d'absence d'accord entre les États membres. Ils affirment que le traité prévoit cette possibilité. Bien qu'estimant que cette option pourrait être considérée comme une solution de dernier recours, je suis fermement convaincu qu'un accord entre l'ensemble des 27, respectueux de l'état de droit, doit rester l'objectif.

Le temps nous est compté. J'invite donc instamment les États membres, et en particulier ceux qui bloquent actuellement l'accord, à ne plus priver les citoyens européens des fonds nécessaires à la relance.

NOUVELLES DU CESE



Au cœur du programme de la nouvelle présidence du CESE: une Europe prospère, inclusive et durable

Le Comité économique et social européen (CESE) publie le [programme complet](#) de M^{me} Christa Schweng, sa nouvelle présidente, pour la durée de son mandat (2020-2023). Il est maintenant disponible dans toutes les langues de l'UE.

Le programme de M^{me} Schweng présente une vision audacieuse d'une Europe post-COVID-19 plus forte et plus résiliente, et envisage une contribution décisive du CESE à la reprise européenne et à la démocratie participative.

Placé sous la devise «Unis pour l'avenir de l'Europe», ce programme insiste fortement sur «l'unité», qui sera le mot clé de sa présidence, et lance un appel à reconstruire le CESE, de manière à le rendre plus uni et plus efficace pour qu'il puisse peser sur le processus d'élaboration des

politiques européennes.

Il fixe quatre priorités qui s'inscrivent dans le droit fil de la vision qu'a la présidente d'une Europe d'après la pandémie qui permette aux citoyens de prospérer et de vivre dans une société ouverte et fondée sur des valeurs.

La **première priorité** est une Europe prospère sur le plan économique, un accent particulier devant être mis sur l'aide à apporter aux États membres, aux entreprises, aux travailleurs ainsi qu'au grand public. La transition vers une économie plus numérisée et plus verte devrait également être liée à la relance sociale.

La **deuxième priorité** est celle d'une Europe inclusive sur le plan social qui veille à ce que, durant les transitions numérique et verte, nul ne soit laissé pour compte. Il est primordial de préserver l'emploi et les revenus de tous les travailleurs, en accordant une attention particulière aux groupes vulnérables. Il est précisé dans le programme que les valeurs communes de l'Union européenne ne sont en aucun cas négociables. En tant qu'élément important de la solidarité, la création d'une union européenne de la santé y est également défendue.

S'agissant de la **troisième priorité**, une Europe durable sur le plan environnemental, il est admis qu'une économie plus verte et plus numérisée constitue bien le moteur du plan de relance pour l'Europe. Toutefois, pour atteindre ces objectifs, il faut que les entreprises soient considérées comme partie intégrante de la solution et encouragées à s'engager activement pour réorienter la transition vers une économie à faible intensité de carbone et efficace dans l'utilisation des ressources.

La **quatrième priorité** consiste à veiller à ce que le CESE joue un rôle essentiel dans la **conférence sur l'avenir de l'Europe**, une initiative importante qui devrait susciter chez les Européens un sentiment d'appropriation de l'Union européenne en leur permettant de débattre des grands thèmes qui lui sont liés, dans le but d'améliorer son fonctionnement. En tant que partisan résolu de la démocratie participative, et fort de ses membres qui représentent toutes les composantes de la société civile actives sur le terrain dans

tous les États membres, le CESE voit dans ce contexte une occasion de démontrer sa valeur ajoutée et d'agir en tant que facilitateur. (II)



À l'entame d'un deuxième mandat, la plateforme des acteurs européens de l'économie circulaire s'apprête à passer à la vitesse supérieure

Lors d'une conférence annuelle tenue entièrement en ligne les 3 et 4 novembre, le CESE a exprimé sa détermination à contribuer à faire de la plateforme des acteurs européens de l'économie circulaire le point de jonction des efforts collectifs en faveur de la mise en place d'une économie circulaire en Europe.

Christa Schweng, présidente du CESE, a inauguré la manifestation aux côtés de **Frans Timmermans**, vice-président exécutif de la Commission, en revenant sur les trois premières années de la [plateforme des acteurs européens de l'économie circulaire](#) dans son rôle de base de données de bonnes pratiques et de forum de discussion à l'intention des praticiens, avant d'aborder le nouveau mandat qui débute maintenant dans le cadre

du nouveau [plan d'action pour une économie circulaire](#).

«Les trois dernières années ont montré que c'est de cette manière que les acteurs en question veulent collaborer», a-t-elle déclaré. «La plateforme des acteurs européens de l'économie circulaire, votre plateforme, est un excellent exemple des synergies entre élaboration des politiques et mise en œuvre pratique.

Je vous invite donc à continuer de partager les enseignements tirés et les exemples inspirants, qu'il s'agisse de produits de consommation conçus dans une perspective circulaire, d'idées innovantes pour réduire et gérer les déchets, de bijoux fabriqués à partir de matériaux recyclés, de stratégies circulaires nationales ou d'écoles sensibilisant la prochaine génération.

Si vous regardez autour de vous, vous verrez que notre transition commune a commencé, mais il reste beaucoup à faire plus pour que l'Union européenne joue véritablement un rôle moteur dans la transition mondiale vers une économie circulaire.»

M^{me} Schweng a souligné que l'économie circulaire sera essentielle à la réussite du **pacte vert pour l'Europe**, le plan phare de l'Union pour les années à venir. Elle a attiré l'attention sur les résultats avérés de l'économie circulaire en matière de création d'emplois (environ 4 millions de nouveaux emplois entre 2012 et 2018), à l'heure où les suppressions d'emplois sont une source de préoccupation pour tous, et sur la nécessité de soutenir les entreprises dans la transition tout en faisant face aux conséquences de la crise de la COVID-19.

Le vice-président du CESE chargé de la communication, **Cillian Lohan**, qui est l'une des personnes à l'initiative de la plateforme et qui croit fermement en son potentiel, a ouvert la deuxième journée de la conférence en soulignant que la **coopération** a été et doit rester au cœur du projet:

«Depuis le début, la raison d'être de cette plateforme est la coopération», a-t-il indiqué. «Il importe de garder à l'esprit ce marqueur historique – même s'il est question ici d'une histoire très récente – car il a immédiatement posé les bases d'un projet collaboratif: un projet que nous allons réaliser ensemble, plutôt qu'en conflit ou en concurrence les uns avec les autres. La plateforme a poursuivi ses travaux en s'appuyant sur ce principe.

La transition vers l'économie circulaire sera le fruit de nos efforts à tous et de notre collaboration, sous l'impulsion des parties prenantes. Aujourd'hui, nous nous efforçons de faire avancer l'économie circulaire en vous mettant tous aux commandes.»

Cette manifestation de deux jours a attiré plus de 700 personnes, ce qui en a fait l'un des principaux sujets d'actualité sur Twitter en Belgique.

La **plateforme des acteurs européens de l'économie circulaire** est une initiative conjointe du CESE et de la Commission destinée à mettre en place un «réseau de réseaux» pour soutenir une transition axée sur les parties prenantes. Ce projet innovant a servi de modèle pour des plateformes similaires dans les États membres, ainsi qu'aux États-Unis.

Les conclusions des discussions menées lors de la conférence seront bientôt disponibles sur le [site web de la plateforme](#). (dm)



[Le CESE s'attaque aux lacunes en matière d'intégration des femmes et des enfants migrants](#)

Les besoins spécifiques des femmes et des enfants qui s'efforcent de surmonter la discrimination ou les obstacles à leur intégration ne sont pas toujours pleinement pris en compte dans les politiques d'intégration des États membres de l'Union. Le CESE propose des solutions pour remédier à ces lacunes, dans un avis présenté lors de sa session plénière d'octobre.

La présidence allemande du Conseil de l'Union européenne a demandé au Comité d'examiner les mesures qui peuvent favoriser l'intégration des femmes, des mères et des familles issues de l'immigration.

L'[avis](#) en question a été élaboré par **Indré Vareikytė**, ancienne membre du CESE, et présenté par **Ákos Topolánszky**, rapporteur général, au cours de la session plénière, le 29 octobre.

M. Topolánszky a averti ses pairs que moins de la moitié des États membres ont adopté des politiques qui soutiennent directement les femmes et les enfants issus de l'immigration confrontés à la discrimination et à des obstacles à leur intégration. «Isolés, ils sont trop souvent victimes de solitude et de violence», a-t-il déclaré. Quant aux solutions, M. Topolánszky a souligné qu'il importait d'adopter des politiques d'intégration selon une approche globale, qui englobe l'inclusion professionnelle, l'éducation, la santé, la justice et le logement.

Le CESE estime que les migrants devraient être mieux informés au sujet des objectifs de la formation linguistique et des avantages qu'elle peut leur procurer au quotidien. Le Comité encourage également à étudier plus avant l'opportunité de recourir au cadre européen commun de référence pour les langues afin de rationaliser le processus de formation linguistique des migrants et de garantir une approche plus adaptée aux besoins.

Les femmes issues de l'immigration sont confrontées à des discriminations multiples ou intersectionnelles dans de nombreux aspects de la vie sociale.

Le CESE encourage dès lors les États membres à ratifier la convention d'Istanbul, et leur demande à tous de veiller à ce que les femmes migrantes victimes de violence bénéficient du même accès aux services, à l'aide et aux infrastructures appropriés que les femmes nées dans l'Union.

La crise de la COVID-19 ayant frappé de manière disproportionnée les communautés vulnérables, notamment les femmes migrantes appartenant à une minorité ethnique, le Comité encourage vivement la Commission à prendre en compte, lors du développement de sa nouvelle initiative en faveur de l'intégration et de l'inclusion, les enseignements tirés de cette crise dans l'ensemble de l'Union et au sein des États membres.

En annexe, l'avis présente une série de projets sociaux inspirants qui soutiennent les femmes et les enfants migrants dans le cadre de leur intégration et de leur formation linguistique. (II/tk)



[Selon le CESE, il n'y aura pas de sortie de crise sans une stimulation des investissements publics et privés](#)

Compte tenu de l'impact social et économique désastreux de la crise de la COVID-19, le CESE a exposé, dans deux avis, son point de vue sur la crise économique actuelle et sur les perspectives de reprise dans l'Union.

D'une part, l'organe consultatif estime que les propositions de la Commission relatives au plan «Next Generation EU» sont à la fois bienvenues et opportunes. Tout retard injustifié dans l'approbation et la mise en œuvre de ce plan risque de compromettre gravement la reprise économique de l'UE.

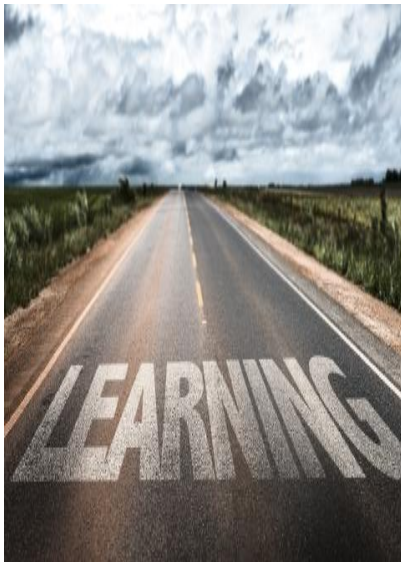
D'autre part, les membres du CESE lancent une mise en garde: les États membres doivent stimuler l'investissement public et créer des synergies avec les investissements privés; la clause dérogatoire du pacte de stabilité et de croissance et la flexibilité maximale des règles en matière d'aides d'État devraient s'appliquer au moins jusqu'à ce que la reprise économique généralisée soit pleinement établie et que le chômage ait diminué de manière significative.

Globalement, l'Union a besoin d'une réorientation de la **gouvernance économique vers un modèle axé sur la prospérité et fondé sur la solidarité**, car un retour à l'austérité éclipserait tout avantage du plan «Next Generation EU».

Philip von Brockdorff, rapporteur de l'avis sur la [Stratégie annuelle 2020 pour une croissance durable](#), a déclaré: «Le CESE voit la stratégie annuelle pour une croissance durable comme une occasion de rendre le modèle économique dominant beaucoup plus résilient et durable, et d'accorder un poids identique aux objectifs économiques et sociaux.»

Judith Vorbach, corapporteuse de l'avis sur la [Politique économique de la zone euro \(2020\)](#), a souligné: « Pour réduire le plus possible et éviter les graves conséquences de la COVID-19 et du changement climatique, le CESE recommande une gouvernance économique axée sur la prospérité, l'intensification des investissements dans la croissance durable, l'application du socle européen des droits sociaux et la réforme des politiques fiscales.»

Avec ces deux avis, adoptés lors de la session plénière d'octobre 2020, le Comité apporte sa contribution au prochain «paquet d'automne» de la Commission européenne, et aux discussions interinstitutionnelles qui en découlent. L'article complet sur cette actualité est disponible [ici](#). (na)



[Le forum CESE-Cedefop souligne la nécessité d'une réponse urgente et coordonnée à la problématique des faibles niveaux de compétences en Europe](#)

Les 5 et 6 novembre, le **Comité économique et social européen (CESE)** et le **Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (Cedefop)** ont organisé le [troisième forum d'apprentissage de politiques \(FAP\)](#) sur les parcours de renforcement des compétences. Ce forum a réuni des partenaires sociaux et des représentants des gouvernements et de la société civile concernés dans ce domaine, qui ont averti que la pandémie actuelle pourrait encore accélérer les changements dans le monde du travail déjà engendrés par la révolution numérique, rendant le perfectionnement et la reconversion

toujours plus pertinents.

Les participants au forum ont souligné l'urgence de mettre en œuvre les parcours de renforcement des compétences, la proposition législative adoptée en tant que [recommandation du Conseil](#) en 2016. Cette proposition législative constitue la pierre angulaire de la stratégie de l'Union européenne en matière de compétences, laquelle vise à doter tous les Européens des compétences requises pour participer au marché du travail et à exploiter pleinement leur potentiel de développement, non seulement en tant qu'individus mais aussi à titre de membres de la société.

Selon les recherches menées par le Cedefop, 128 millions d'adultes en Europe devront mettre à jour leurs compétences ou en acquérir de nouvelles afin de conserver ou d'obtenir un emploi correspondant à leur niveau de compétences et de qualifications. Il s'agit du chiffre total pour l'EU-27, l'Islande, la Norvège et le Royaume-Uni, qui correspond à un pourcentage impressionnant de 46,1 % de la population.

«Nous devons souligner que ce que nous proposons fait partie de la trousse de survie, tant pour les travailleurs que pour les employeurs, car la donne va changer. Un socle de compétences solides est un moteur de la compétitivité au niveau de l'Union européenne, mais aussi une condition de l'épanouissement personnel et professionnel de chaque individu», a déclaré **Laurențiu Plosceanu**, membre du CESE.

«Nous devons veiller à ce que chaque adulte ait la possibilité, tout au long de sa vie, d'actualiser les compétences qu'il possède et d'en acquérir de nouvelles afin d'aider les citoyens à se frayer un chemin en ces temps incertains et à réussir dans leur vie et leur carrière professionnelle», a déclaré Jürgen Siebel, directeur exécutif du Cedefop, ajoutant que le perfectionnement et la reconversion devraient également tenir compte des besoins des entreprises, qui constituent un élément important de l'équation pour atteindre des objectifs ambitieux.

La troisième édition du FAP a été l'occasion d'examiner de plus près les expériences en matière de conception et de mise en œuvre de parcours de renforcement des compétences en Finlande, en Irlande et aux Pays-Bas, dont les gouvernements ont fixé des objectifs ambitieux assortis de stratégies globales et de réformes de l'apprentissage et de la formation tout au long de la vie, lesquels portent déjà leurs fruits.

Le FAP a également examiné le programme du gouvernement portugais, qui a permis d'accroître la disponibilités des formations pour adultes dans un pays où, en 2016 encore, la moitié de la population n'avait pas achevé le cycle d'enseignement secondaire. (II)

[Le CESE réclame un dialogue social renforcé dans l'Union européenne](#)

Le Comité économique et social européen (CESE) apporte son soutien au renforcement d'un dialogue social efficace dans les États membres de l'Union car celui-ci joue un rôle essentiel pour forger les politiques économiques, sociales et de l'emploi qui suscitent de meilleures conditions de vie et de travail dans toute l'Union européenne. Il est de ce fait indispensable pour favoriser et réaliser la durabilité économique.

Dans l'avis intitulé [*Le dialogue social comme pilier essentiel de la durabilité économique et de la résilience des économies, avec prise en compte des effets d'un dialogue dynamique avec la société civile dans les États membres*](#), le CESE a dressé un aperçu des pratiques nationales en matière de dialogue social, analysées dans le contexte des crises passées. Il a également étudié la manière dont la notion de dialogue social, tout spécialement sous sa forme tripartite qui y associe les pouvoirs publics, peut dépasser le cadre de la négociation collective, ainsi que la manière dont il constitue un instrument essentiel pour la bonne gouvernance de tout processus de changement.

L'avis a été élaboré à la demande de la présidence allemande de l'UE par **Vladimíra Drbalová**, ancienne membre du CESE, et **Cinzia Del Rio**, membre actuelle.

Les pays qui disposent de mécanismes de dialogue social solidement établis réagissent mieux et plus rapidement face aux crises, y compris celles qui revêtent une ampleur mondiale, telles que la pandémie de COVID-19. Pourtant, les auteures de l'avis constatent que dans nombre de pays, le dialogue social demeure fragmenté et n'est mis en place que de manière occasionnelle, ou qu'il a été affaibli, et que l'autonomie des partenaires sociaux est compromise.

L'avis formule un certain nombre de recommandations pour bien gérer la période qui suivra la pandémie dans le proche avenir, parmi lesquelles la nécessité de garantir que les partenaires sociaux soient activement associés à la conception et à la mise en œuvre des plans de relance nationaux, et d'encourager une gouvernance d'entreprise saine, fondée sur le dialogue social et la négociation collective.

Le dialogue social, pour être efficace, doit toutefois rassembler des partenaires sociaux représentatifs et légitimes, tout comme des pouvoirs publics résolus à s'y engager. Il n'est pas moins essentiel de respecter l'autonomie des partenaires sociaux, leur liberté d'association et leur droit à la négociation collective.

Le dialogue social européen est consacré par les traités de l'Union et les partenaires sociaux européens devraient exploiter l'ensemble des possibilités qui leur sont ainsi offertes.

Il convient de les associer au Semestre européen de la gouvernance économique et de mettre en œuvre les réformes et politiques concernant le travail et les matières sociales, ainsi que, le cas échéant, celles touchant à l'économie.

«Dans le cadre du Semestre européen, il nous faut un mécanisme de consultation obligatoire à l'intention des partenaires sociaux. À l'heure actuelle, au vu des conséquences économiques et sociales de la pandémie, il importe plus que jamais d'associer les partenaires sociaux à l'élaboration des plans pour la reprise et la résilience, y compris en matière d'outils de retour d'information des pouvoirs publics», a déclaré **M^{me} Del Rio**. (II)



La justice sociale pour les migrants et les minorités ethniques est essentielle pour lutter contre le racisme structurel

Le Comité économique et social européen (CESE) a invité l'Union européenne et ses États membres à adopter une approche globale pour promouvoir la diversité et l'inclusion dans leurs sociétés et à intensifier les efforts juridiques et politiques pour combattre la montée du racisme et de la xénophobie en Europe.

Étant donné que la proportion d'attaques et de discours de haine à l'encontre des migrants et des minorités ethniques augmente et que la pandémie actuelle exacerbe la discrimination structurelle dont ils font l'objet, l'UE doit de toute urgence agir davantage dans ce domaine, notamment en promouvant la gestion de la diversité.

Le CESE présente ses propositions dans ce domaine dans son avis sur la [Gestion de la diversité dans les États membres de l'UE](#), élaboré à la demande de la présidence allemande de l'UE. Pour préparer son avis, le CESE a mené des études de cas dans quatre pays (la Finlande, la France, l'Italie et la Pologne), qui représentent quatre régions différentes de l'Europe. Les résultats sont présentés dans l'avis et son annexe.

Les études de cas ont montré que dans ces quatre pays, les travailleurs migrants occupent essentiellement des emplois précaires et faiblement rémunérés, cette situation étant la plus marquée en Italie; suivent la France et la Pologne, qui évoluent dans la même direction. Les femmes de couleur y subissent les discriminations les plus importantes sur le marché de l'emploi, par rapport aux Européens blancs et aux hommes des mêmes groupes ethniques. Dans les quatre pays, les Roms restent la minorité qui subit la plus forte marginalisation.

L'avis a été élaboré par **Adam Rogalewski**, ancien membre polonais du CESE, et présenté par **Carlos Trindade**, rapporteur général, lors de la session plénière d'octobre.

«La pandémie de COVID-19 exacerbe le racisme structurel en Europe. Les minorités ethniques et les migrants sont non seulement davantage exposés à la maladie, mais ils courent également un risque accru d'en subir les conséquences économiques et sociales et leurs chances d'obtenir de l'aide sont plus faibles», a souligné **M. Trindade**.

«Si l'on veut lutter contre le racisme structurel dans toutes les institutions, il est indispensable de garantir la justice sociale à l'égard des minorités ethniques et des migrants», a souligné **M. Trindade**, ajoutant que le CESE invite l'UE et les États membres à redoubler d'efforts, tant sur le plan juridique que politique, afin de lutter contre le racisme et la xénophobie.

Dans son avis, le Comité fait valoir que la bonne gestion de la diversité devrait se concentrer sur tous les aspects liés au travail et à la vie quotidienne des migrants et des minorités ethniques. Il s'agit notamment de la manière dont ils sont traités sur le lieu de travail, de leur éducation et de leur accès aux services publics, de leurs droits sociaux et de leur intégration dans les communautés locales. (II)



[Au CESE, les défis pour la sidérurgie européenne en débat](#)

Le 9 novembre dernier, la commission consultative des mutations industrielles (CCMI) s'est réunie pour débattre à distance sur l'industrie sidérurgique de l'Union européenne. Ce débat, présidé par Pietro Francesco De Lotto, nouveau président de la CCMI, a porté sur les questions de surcapacité et de décarbonation dans ce secteur à l'échelle internationale. Les intervenants se sont penchés sur les différents défis auxquels l'industrie sidérurgique européenne est confrontée: le plan de relance post-COVID-19, la décarbonation des processus de production, les mesures européennes de sauvegarde et les échanges commerciaux.

Tant dans les pays développés que dans les pays en développement, l'acier demeure un produit essentiel. La pandémie de COVID-19 a soulevé un certain nombre d'interrogations quant à la dépendance vis-à-vis de la chaîne d'approvisionnement mondiale, qui plus est dans un contexte où, d'un seul et même pays, dépend une multitude d'autres.

La surcapacité productive de la sidérurgie chinoise est un motif d'inquiétude, sachant que la Chine domine à présent plus de la moitié du marché mondial. En 2018, les États-Unis ont adopté des mesures fiscales protectionnistes dans le but de réduire la dépendance de leur économie à l'égard des matières premières chinoises. Les États-Unis étant un client important pour l'acier produit en Europe, cette décision a porté un coup sévère à notre marché.

Dans le même temps, un peu partout dans le monde, des pays s'efforcent de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, et les initiatives se multiplient pour passer à une économie circulaire.

«Alors qu'il nous faut garantir la compétitivité du secteur de l'acier tout en rehaussant les normes environnementales nécessaires à cette transition, nous subissons la concurrence d'autres régions du monde où de telles normes n'existent pas ou sont inadéquates, a déclaré M. De Lotto, en conclusion des échanges. Et il en va de même en ce qui concerne les normes sur les conditions de travail et de droit du travail.»

Dans ces circonstances, le CESE préconise de créer des conditions de concurrence équitables entre pays producteurs exportateurs de l'Union européenne et de pays tiers. (tk/ks)



L'invité surprise

Une nouvelle rubrique est née.

Chaque mois, nous vous invitons à découvrir notre invité surprise. Ce sera une personnalité connue dans le milieu de la culture européenne et en phase avec l'actualité, qui nous donnera sa vision du monde, un nouveau souffle, et nous ouvrira des horizons, qui inspirera notre imagination et qui nous rendra heureux.



Pierre Kroll

Pour cette première édition, notre invité surprise est **Pierre Kroll**, caricaturiste belge et dessinateur attitré du quotidien Le Soir.

A travers ses dessins, il est connu pour son sens de l'humour et son style inimitable qui lui permettent de commenter de façon originale et surprenante les affaires européennes et mondiales.

Accédant à notre demande de faire le point sur l'actualité la plus brûlante du moment, Pierre Kroll nous a gracieusement offert ce dessin. (ehp)



NOUVELLES DES GROUPES



Selon les prévisions de la Commission européenne, l'économie pourrait être plus sévèrement touchée que prévu

Par le groupe des employeurs du CESE

À la suite de la récente publication des prévisions économiques de l'automne 2020 de la Commission européenne, le groupe des employeurs a fait une déclaration sur l'initiative de son président Stefano Mallia. Le groupe approuve les prévisions économiques de l'automne 2020 de la Commission européenne, selon lesquelles la recrudescence de la pandémie a enrayé la reprise économique de l'Europe. Il souligne toutefois que le haut niveau d'incertitude qui prévaut actuellement pourrait affaiblir la précision des prévisions économiques d'automne, et que l'économie pourrait subir un contrecoup encore plus important que ne l'anticipe la Commission européenne.

Afin de relancer l'économie, le groupe des employeurs préconise notamment les mesures suivantes:

- Favoriser l'innovation et renforcer l'autonomie des jeunes entreprises contribueront non seulement à protéger les emplois actuels, mais aussi à en créer de nouveaux, réduisant ainsi les inégalités existantes entre ceux qui occupent un emploi et ceux qui n'en ont pas.
- Il convient d'accorder une attention particulière aux outils de solvabilité, le cas échéant, afin de soutenir les entreprises viables qui souffrent d'une pénurie de liquidités et de faciliter, dans le même temps, la liquidation ordonnée de celles qui ne sont plus à la page. La meilleure réponse politique consiste à tenir les engagements pris au titre de l'instrument «Next Generation EU».
- Des efforts synchronisés sur le plan budgétaire sont nécessaires afin d'éclaircir les perspectives de chacun. La politique budgétaire doit jouer un rôle de premier plan dans la relance, en veillant à ce que le niveau des dépenses ne compromette pas inutilement la solidité budgétaire.
- Dans le cadre des négociations entre l'UE et le Royaume-Uni, il est impératif que les deux parties restent déterminées à faire tout leur possible pour trouver en temps utile un accord qui offre aux entreprises un environnement concurrentiel sain, alliant une bonne accessibilité du marché et des conditions de concurrence équitables.

Le texte intégral de la déclaration peut être consulté à l'adresse suivante: <https://europa.eu/!nK46cT>

Challenges of Europe and Priorities of the Workers' Group



Les défis auxquels l'Europe est confrontée et les priorités du groupe des travailleurs

Par le groupe des travailleurs du CESE

La préservation des droits des travailleurs doit être la priorité absolue de tout plan de relance et de reconstruction dans la période de l'après-pandémie de COVID-19 et avoir pour principe directeur la solidarité. Pour traduire ce postulat en priorités et actions concrètes, le groupe des travailleurs a organisé une réunion extraordinaire le 24 novembre.

À l'ordre du jour de cette réunion figuraient les immenses défis auxquels l'Europe est confrontée ainsi que les solutions pour y faire face, lesquelles supposent de placer la création d'emplois et la sauvegarde de leur qualité ainsi que la protection des travailleurs et la relance sociale sur un pied d'égalité avec les préoccupations d'ordre économique, en vue de parvenir à un modèle social, environnemental et économique durable.

Les thèmes débattus, qui aideront à actualiser et à définir les priorités du groupe pour les cinq prochaines années et au-delà, concernaient des questions sociales qui font partie des préoccupations de l'Union européenne et de ses citoyens, telles que l'aggravation de la pauvreté et les inégalités croissantes, les conditions de travail et les relations industrielles, le dialogue social, la durabilité, ainsi qu'une juste transition, entre autres sujets.

Plusieurs personnalités marquantes ont été invitées à débattre avec les membres du groupe des travailleurs des défis sociaux, économiques et environnementaux pour l'avenir de l'Europe. À la suite d'un débat sur les défis sociaux avec **M. Oliver Röpké**, président du groupe des travailleurs, et **M^{me} Cinzia del Rio**, vice-présidente de la section «Emploi, affaires sociales et citoyenneté» du CESE, **M^{me} Ana Mendes Godinho**, ministre portugaise du travail, de la solidarité et de la sécurité sociale, a présenté les priorités de la présidence portugaise.

Le journaliste à Euractiv, M. Jorge Valero était modérateur pour la session de l'après-midi. La table ronde sur les défis économiques en Europe était dirigée par **M. Stefano Palmieri**, président de la section «Union économique et monétaire et cohésion économique et sociale» du CESE. Le débat a été enrichi par les interventions de deux orateurs invités: **M. Jonás Fernandez**, coordinateur de S&D, Commission des affaires économiques et monétaires, et **M. Colin Crouch**, professeur émérite de l'université de Warwick.

Le débat final, qui a porté sur le sujet des défis environnementaux et le pacte vert pour l'Europe, a été lancé par **M. Peter Schmidt**, président de la section «Agriculture, développement rural et environnement» du CESE, et a été étayé par les contributions du **commissaire Frans Timmermans**, chargé du pacte vert, et de **M^{me} Lucie Studničná**, vice-présidente du groupe des travailleurs.



Séamus Boland devient le nouveau président du groupe «Diversité Europe»

Communiqué du groupe «Diversité Europe» du CESE

Alors que débute le nouveau mandat 2020-2025 du CESE, Séamus Boland devient le président du groupe «Diversité Europe». Le groupe l'a confirmé dans cette nouvelle fonction à l'occasion de sa première réunion du nouveau mandat, qui s'est tenue le 27 octobre dernier.

«La pauvreté et le rôle des organisations de la société civile dans la lutte contre celle-ci» seront au cœur de la présidence de M. Boland. En lien avec ce thème, **les priorités du groupe pour le mandat présidentiel 2020-2023** sont les suivantes:

- faire face aux conséquences de la COVID-19 sur la société;
- mettre en œuvre le pacte vert avec toutes les parties prenantes, sur la base de l'objectif de développement durable «Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde»;
- associer les organisations de la société civile, y compris les plateformes européennes, aux travaux du groupe;
- associer tous les membres du groupe à ses travaux et maintenir un bon équilibre entre les hommes et les femmes;
- promouvoir plus efficacement les travaux du groupe auprès des autres institutions et du grand public.

La candidature de M. Boland à la présidence du groupe était motivée par le souhait de **plaider en faveur de la société civile et de renforcer sa voix**. Ce conseiller, qui est originaire d'Irlande, préconise de répondre aux besoins généraux de la société civile et, à cette fin, de veiller à ce que le CESE accomplisse un travail de qualité encadré par des procédures solides.

Le nouveau président assurera la présidence du groupe «Diversité Europe» avec **sept vice-président(e)s**:

Pietro Vittorio Barbieri (IT), Jan Dirx (NL), Kinga Joó (HU), Rudolf Kolbe (AT), Ariane Rodert (SE), Simo Tiainen (FI) et Ioannis Vardakastanis (EL).

Lors de la session plénière constitutive du CESE qui a eu lieu en octobre, **des membres du groupe «Diversité Europe» ont été nommés à différents postes à responsabilités**. Cillian Lohan, notamment, a été nommé vice-président chargé de la communication au CESE.

Des informations détaillées sont disponibles sur la [page web](#) du groupe.

SOON IN THE EESC/CULTURAL EVENTS



L'exposition «Refuge» est visible au CESE pendant tout le mois de décembre!

Le CESE accueille une exposition du **photographe français Bruno Fert intitulée «Refuge: dans l'intimité de l'exil».**

Celle-ci se compose d'une série de panneaux associant portraits et témoignages, ainsi que des vues des espaces intérieurs où vivent les réfugiés dans des camps ou des abris de fortune en Grèce et en France, et notamment dans la «jungle» de Calais.

Elle est organisée par la direction de la communication et des relations interinstitutionnelles, en partenariat avec la section «Emploi, affaires sociales et citoyenneté» (SOC), afin de mettre en lumière les travaux réalisés par le CESE sur les politiques migratoires et en rapport avec le pacte sur la migration de l'UE.

En raison de la crise provoquée par la pandémie, l'exposition est présentée en format entièrement virtuel. À ne pas manquer!

Suivez ce lien pour accéder à l'exposition:

<https://www.eesc.europa.eu/fr/agenda/our-events/events/refuge-dans-lintimite-de-lexil>

Rédaction

Ewa Haczyk-Plumley (editor-in-chief)
Daniela Marangoni (dm)

Contributeurs à la présente édition

Daniela Marangoni (dm)
David Gippini Fournier (dgf)
Jasmin Kloetzing (jk)
Katharina Radler (kr)
Katerina Serifi (ks)
Laura Lui (ll)
Marco Pezzani (mp)
Margarida Reis (mr)
Margarita Gavanias (mg)

Coordination

Agata Berdys (ab)
Katerina Serifi (ks)

Adresse

Comité économique et social européen
Jacques Delors Building,
99 Rue Belliard,
B-1040 Brussels, Belgium
Tél. +32 25469476
Adresse électronique: eescinfo@eesc.europa.eu

CESE info est publié neuf fois par an lors des sessions plénières du Comité. Il est disponible en 23 langues.
CESE info ne peut être considéré comme le compte rendu officiel des travaux du CESE, pour lesquels il convient de se référer au Journal officiel de l'Union européenne ou à d'autres publications du Comité.
La reproduction est autorisée à condition de mentionner la source (CESE info) et d'envoyer un lien au rédacteur en chef.

12/2020